REPUBLIQUE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N°92-370 du 18 Décembre 1992

Autorisant Monsieur Marcel LOKO, à perdre la Nationalité Béninoise.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT, CHEF DU GOUVERNEMENT,

- VU la Loi N°90-032 du 11 Décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- VU la Loi N°65-17 du 23 Juin 1965 portant Code de la nationalité Béninoise et du Décret N°272/PC/MJL du 11 Août 1965 fixant les modalités d'application du Code de la nationalité béninoise et les instructions du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation;
- VU la Décision N°91-042/HCR/PT du 30 Mars 1991 portant proclamation des résultats définitifs du deuxième tour des élections présidentielles du 24 Mars 1991;
- VU le Décret N°91-176 du 29 Juillet 1991 portant composition du Gouvernement;
- VU le Décret N°92-08 du 22 Janvier 1992 portant organisation, attributions et fonctionnement du Ministère de la Justice et de la Législation;
- VU la requête en date du 22 Février 1992, ensemble des pièces produites;
- SUR proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation ;
- LE Conseil des Ministres entendu z en sa séance du 02 Décembre 1992 ;

Ø E C R E T E:

Article 1er. - Monsieur Marcel LOKO, né le 26 Avril 1946 à COTONOU, Fils de Christian LOKO et de Julienne ZONOU, tous de nationalité béninoise, demeurant à 7.500 Karlshruhe 51 Blütenweg 8 en République Fédérale d'Allemagne est autorisé à perdre la nationalité béninoise.

ARTICLE 2.- Le présent Décret prend effet à la date de sa signa-ture sans toute fois qu'il soit porté atteinte à la validité des actes actes passés par Monsieur Marcel LOKO, antérieurement à sa publication sur le fondement de la nationalité béninoise de l'intéressé.

Article 3.- Le présent Décret sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à COTONOU, le 18 Décembre 1992

par le Président de la République, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,

Le Ministre d'Etat, Secrétaire Général à la Présidence de la République,

Désiré

Le Ministre de la Justice et de la Législation,

Le Ministre des Affaires Etc Etrangères et de la Coopération,

Théodore

AMPLIATIONS : PR 6 AN 4 MESGPR 4 SGG 4 COUR SUPREME 2 MAEC 4 MJL 4 AUTRES MINISTERES 17 DEPARTEMENTS 6 DCCT GCONB 2 FASJEP/ UNB ENA 3 ENA II DAN 3 INTERREESE 1 JORB 1.-